

Pour un gouvernement au service de la classe ouvrière

(Suite de la première page)

F.L.N. algérien vient symboliquement de citer au nombre de ses plus grands ennemis la trilogie Borgeaud, Lacoste, Massu. Ils sont effectivement très liés. Pour les Borgeaud d'Algérie, seule la politique ultra colonialiste de Lacoste, appuyée sur les troupes de Massu et leurs « procédés spéciaux » de ratissages et de tortures est admissible et efficace. Tout le reste est littérature. Et les hommes de la bourgeoisie le savent bien. C'est pourquoi, après l'échec de Pflimlin consécutif au refus du Parti Socialiste de participer au gouvernement proposé par celui-ci, certains commencent à se demander s'il ne faudrait pas essayer le recours au Superman, l'homme providentiel, de Gaulle enfin, pour imposer le silence à tout le pays, aussi bien aux enragés de la réaction qui se rebelleraient contre un compromis, qu'aux travailleurs formulant leurs revendications.

Leur objectif, compromis ou guerre à outrance, c'est de sauver au maximum de ce qui peut être sauvé dans une telle situation, de l'essentiel de leurs intérêts. De toutes manières, leur solution sera une solution mauvaise pour les travailleurs de ce pays. Notre solution à nous, la solution des travailleurs, c'est la même que celle pour laquelle lutte le peuple algérien tout entier :

L'ARRÊT DE LA GUERRE D'ALGÉRIE, LA RECONNAISSANCE DE L'INDÉPENDANCE DU PEUPLE ALGÉRIEN.

Mais ce n'est pas par des appels platoniques à l'union de la gauche « sans exclusive », tels qu'on peut en lire depuis trois semaines dans « l'Humanité », qu'une telle solution peut être imposée. Les militants du PCF qui se plaignaient lors du dernier Congrès de ce parti du caractère purement informatif de leur journal dans les moments les plus aigus de la politique du pays vont de nouveau avoir de quoi protester et à juste titre. Après l'entrevue avec Coty, qu'a fait le Parti Communiste Français ? La lecture de « l'Humanité » permet seulement de suivre à peu près le film de la crise, mais de perspective pour les travailleurs dans cette affaire, de proposition concrète pour un gouvernement au service de la classe ouvrière, de programme d'un tel gouvernement, de mots d'ordre d'action précis pour l'imposer, on n'en trouve pas.

Le PS recule maintenant devant la participation parce qu'il sent bien que la poursuite de la politique menée depuis seize mois serait dangereuse pour sa liaison avec les couches de travailleurs qu'il influence, dans la mesure où cette politique n'a pas les moyens matériels suffisants pour se poursuivre sans porter atteinte de façon décisive à la marche d'ensemble économique et sociale du pays.

Mais ce n'est bien sûr pas de ce Parti qu'on peut attendre l'appel à la classe ouvrière pour lui dire qu'elle seule, par sa lutte, peut imposer sa solution, mandater au gouvernement des représentants de ses grands partis pour mener sa politique.

En l'absence de politique de classe des directions de leurs partis, les militants de la classe ouvrière doivent se lever de plus en plus nombreux pour exiger de leur part un tournant réel. Les partis ouvriers ne peuvent tourner que sous la pression de leurs militants. Le combat de la classe ouvrière pour 6 ou 8.000 francs d'augmentation de salaire n'est pas seulement une affaire de lutte syndicale. C'est une lutte aux conséquences politiques profondes, elle peut, si elle se généralise, servir de tremplin pour exiger un changement radical dans la direction du pays et un tel changement et avant tout l'arrêt de la guerre d'Algérie est indispensable pour qu'elle soit victorieuse et que cette victoire soit durable.

Tout cela c'est l'affaire d'une direction ouvrière de l'expliquer. Ce sont les militants révolutionnaires de la classe ouvrière qui doivent contraindre leurs directions à le faire.

Alors l'indifférence apparente de la classe ouvrière vis-à-vis des problèmes gouvernementaux cessera, car elle verra la possibilité d'intégrer ses revendications immédiates dans un programme d'action anticapitaliste concret :

— La paix en Algérie et l'indépendance inconditionnelle de tous les peuples.

— L'augmentation générale des salaires et une véritable échelle mobile.

— La nationalisation sans indemnisation de tous les secteurs-clés de l'économie, sous le contrôle ouvrier.

— L'épuration de l'armée, de la police, de tous les corps administratifs, des éléments réactionnaires.

— La réduction du service militaire.

— Le retrait de l'OTAN et de tous les organismes européens — pour la libre détermination par le peuple des alliances internationales.

Pour imposer ce programme elle se mobilisera dans ses usines, ses bureaux, ses chantiers. Elle formera ses Comités d'usine et de quartier et elle portera au pouvoir les représentants de ses partis pour l'appliquer sous son contrôle.

DECLARATION (Suite de la première page)

diale, un des secteurs du grand mouvement révolutionnaire d'émancipation des peuples colonisés et de couleur pour leur indépendance. Mouvements qui se développent avec une ampleur grandiose dans cette moitié du XX^e siècle. Mouvements qui ont, pour l'avenir de l'humanité, une importance plus grande encore que les mouvements de libération et d'unification nationales qui traversèrent l'Europe du XIX^e siècle.

En face de ces mouvements des peuples colonisés, nous avons adopté une position de solidarité, conforme aux positions traditionnelles du marxisme-léninisme. Positions que nous sommes fiers d'avoir défendues en chaque occasion depuis la guerre du Maroc en 1925.

Nous, marxistes révolutionnaires, soutenons les luttes des peuples coloniaux contre leurs maîtres impérialistes,

a) Parce qu'il ne peut être question pour ces peuples de démocratie s'ils ne disposent pas de leur indépendance nationale et s'ils sont opprimés par l'Etat d'un autre peuple.

b) Parce que cette lutte des peuples coloniaux affaiblit, mine, détruit les positions de notre propre ennemi, les capitalistes des métropoles.

c) Parce que cette lutte des peuples coloniaux pour leur indépendance nationale — indépendamment de ses formes et de ses directions actuelles — est, par sa logique même, une partie de la lutte pour la création du monde socialiste.

Nous avons toujours affirmé notre solidarité totale, sans réserve, avec tous les peuples colonisés dans leur lutte émancipatrice contre notre propre ennemi, le capitalisme français. Nous la réaffirmons, nous la réaffirmerons — quoiqu'il puisse advenir — à l'égard de la révolution du peuple algérien.

Sur le plan juridique de l'inculpation dont nous sommes l'objet, nous faisons confiance à nos avocats.

Quant au plan politique, qui passionne tout le pays, si au moment où furent écrits les articles poursuivis, il y avait encore bien des gens pour croire au slogan « l'Algérie, c'est la France », nous en sommes déjà au point où pratiquement, même dans de larges milieux dirigeants du capitalisme français, on cherche une autre solution. **Car le peuple algérien, par le seul moyen démocratique actuellement à sa disposition, c'est-à-dire par l'insurrection, a affirmé qu'il était une nation aspirant à son indépendance.** Aucune force au monde ne pourra désormais l'empêcher d'y parvenir.

Nous lui affirmons notre solidarité totale, non seulement contre les tenants ouverts et francs du colonialisme, mais contre ses autres serviteurs.

Contre les dirigeants socialistes comme Guy Mollet qui vient de déclarer que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes lui paraît un slogan dangereux. Contre le ministre Deferre qui repousse l'idée d'élections libres en Algérie de peur que ceux qui seraient ainsi élus ne s'affirment pour l'indépendance de leur pays.

Nous combattons également la politique de la direction du PCF parce qu'elle s'est associée aux pouvoirs spéciaux et qu'en rusant avec le problème de l'indépendance de l'Algérie, elle porte les plus lourdes responsabilités quant à la très faible action des travailleurs de France contre la guerre d'Algérie.

Nous prenons la pleine responsabilité des articles que nous avons publiés.

Nous les avons écrits pour alerter les travailleurs de France afin qu'ils apportent leur aide à la révolution des masses d'Algérie. Leur combat est notre combat. Leur libération contribuera à notre libération.

Par ce procès, comme ce fut toujours le cas dans les procès politiques, les pouvoirs publics pensent pouvoir renverser la marche de l'histoire. Ils ne peuvent même plus la freiner. Le peuple algérien se libérera et, en se libérant, il aidera le prolétariat de France à se libérer de ses propres chaînes.